

# Quelles pratiques syndicales ?

Entre le rejet moraliste d'une informatique « impérialiste » et la célébration moderniste de « l'extraordinaire essor technologique », une autre attitude est possible à condition qu'elle s'appuie, comme nous le montrent les exemples belges et suisses que nous présenterons ici, sur une pratique de l'enquête et sur l'intervention des premiers concernés.

En France, le passage de la « Gauche » au pouvoir a marqué le ralliement global des organisations syndicales à la modernisation (avec des nuances importantes pour la CGT) : il n'est plus désormais question de s'interroger sur les « dégâts du progrès », de contrôler les investissements informatiques ou encore de décider de l'opportunité et de l'étendue d'une automatisation. La perspective d'une réduction importante du temps de travail est renvoyée à des jours meilleurs. Il s'agit désormais d'augmenter le temps d'utilisation des machines, les salariés devant être à la fois flexibles et adaptables afin de laisser s'épanouir les réserves de productivité de la technologie.

## A fond l'avenir

En 1977, contestant « l'impérialisme » de la grosse informatique et « le danger qu'il fait courir aux libertés », la CFDT exprimait, ainsi, par la voix d'Edmond Maire, sa vision du changement technologique :

« Dans tous les domaines de la vie, il est urgent de dissocier progrès et avancée technique, de faire éclater les mythes de la neutralité de la technique et, en définitive, de changer les critères qui régissent la notion même d'avancée technique pour en faire réellement un moyen de progrès ».

« Contrairement à des idées répandues, la tradition syndicale française n'est pas scientiste, elle n'est pas inconditionnelle d'un progrès technique modelé par les ciseaux du profit » (1).

Sans doute, cette référence à la tradition syndicale avait-elle pour objectif de mettre en cause les conceptions productivistes de la CGT et de la majorité du mouvement ouvrier pour lesquels, « le socialisme était au bout du développement des forces productives » ; mais ce recours au passé avait aussi pour inconvénient de sous estimer la « virulence » des nouvelles technologies et l'ampleur

de la mutation sociale et culturelle générée par la crise et l'irruption en masse de l'informatique.

Sept ans après, en octobre 1984, la CFDT publie une brochure au titre accrocheur, « A fond l'avenir », qui synthétise ses nouvelles positions. La micro-informatique et les révisions impulsées par le gouvernement socialiste sont passées par là, mais aussi la diffusion des nouvelles technologies dans le travail et dans le corps social, qui obligent chacun à plus de réalisme : le refus en bloc n'est plus de mise.

A la contestation des nouvelles technologies s'ajoute désormais la nécessité de peser sur leur mise en place, de négocier, de battre en brèche le monopole patronal dans le domaine du choix technologique et de l'organisation du travail.

Mais à considérer l'ampleur de l'évolution de la CFDT, on peut se demander si toute mise en cause n'a pas été abandonnée au profit d'un alignement pur et simple sur la politique de modernisation prônée, fin 84, par le gouvernement de Laurent Fabius.

Voyons plutôt. (Le plus important, à notre avis, est le retournement quasi complet à propos des libertés). En 1977, « l'impérialisme » de l'informatique menaçait les libertés, en 1984, « la vraie liberté repose sur la compétence » car « le monde appartient désormais à ceux qui innoveront », « un pays, une entreprise, un salarié qui ne participent pas à l'extraordinaire essor technologique de cette fin de siècle, se condamne à végéter ou à dépérir » Pour la CFDT : « l'ordinateur est une chance, l'informatique est une chance, les robots sont une chance »... « A condition que le syndicat soit à coté pour passer un cap difficile » (Ouf ! s'il n'y avait ce membre de phrase, on aurait pu se demander à quoi servait encore les syndicats : il n'y avait qu'à laisser faire le patronat !). A Edmond Maire qui, en 1977, critiquait ceux pour qui « s'interroger sur la nature du progrès technique relève de l'utopie » et pour lesquels « seule la pos-

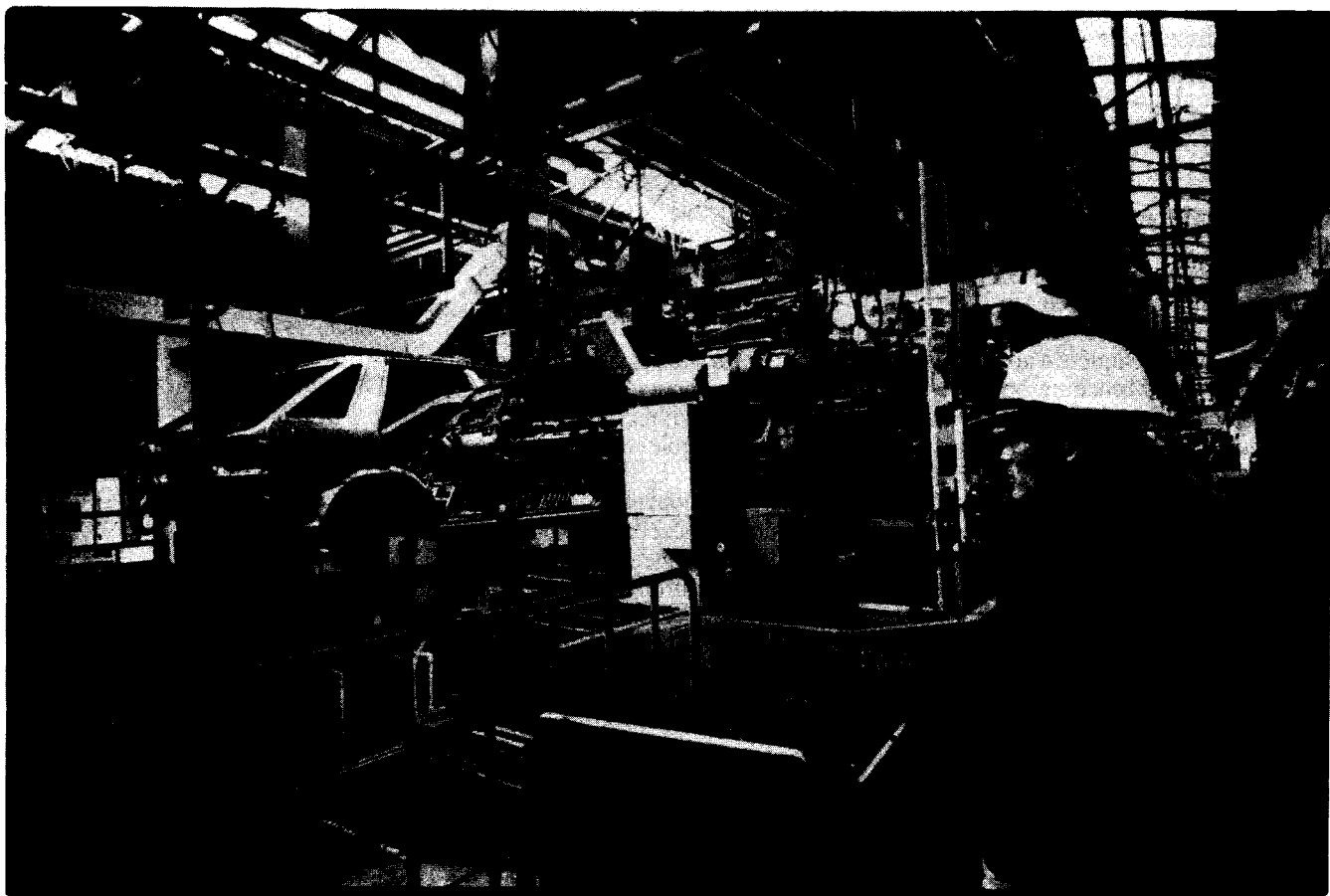
session de la machine productive importe », la CFDT, version 1984, répond : « Pas question de marcher à reculons, de faire la fine bouche devant le progrès (...) le rôle d'un syndicat, ce n'est pas d'essayer d'arrêter le progrès. De dire « non » aux nouvelles techniques qui vont changer si profondément votre travail. Mais de négocier, dès aujourd'hui, les garanties sociales qui vous permettront d'entrer dans l'avenir avec un maximum d'atouts » (2).

## Contrôler l'informatisation

Un informatisé, c'est quelqu'un dont la vie de travail est bouleversée par l'informatique ; cet informatisé n'est pas nécessairement un informaticien ; les nouvelles procédures de travail et les nouvelles machines lui ont été imposées sans qu'il ait été informé, consulté, voire formé.

La fièvre informatique est là qui provoque changement organisationnel, mais aussi précarisation et détérioration des conditions de travail. Les agents de propagation en sont les constructeurs, les managers, les prestataires de service qui, avec l'informatique amènent de nouvelles maladies qui ont pour nom : productivité forcée, compétitivité, flexibilité etc...

Le but du « Guide des informatisés » est de fournir une série de moyens concrets pour détourner les pouvoirs destructeurs de la fièvre informatique. Le protocole en est simple : il s'agit de permettre un meilleur contrôle de l'informatisation par les informatisés. La propagation de l'informatique par le triplet : « compétitivité, productivité, flexibilité », doit être hybridée par le doublet : « démocratisation, négociation ». Pour les auteurs du guide, Luc Moens et Gérard Valenduc, un économiste et un physicien qui travaillent tous les deux à la « Fondation Travail-Université » à Bruxelles, si certains troubles que connaissent les informatisés résultent de l'orientation économique libérale et des



stratégies de sorties de crise (précarisation, destruction des emplois, baisse du salaire réel), l'entreprise demeure un lieu d'action important où se décident des éléments aussi vitaux pour les travailleurs que la qualification, la formation, l'organisation et les conditions de travail. Le guide tente de répondre à quatre questions :

- Quels risques courent les informatisés ? Comment dépister une informatisation ?
- Quels sont nos droits face à l'informatique ?
- Que faire, comment intervenir lors des différentes étapes d'une informatisation ?

• Comment interpréter et utiliser les données recueillies pour analyser l'impact de l'informatique sur son milieu de travail ?

Facile à lire, le « *Guide des informatisés* » comble une lacune et donne à chacun toute l'information nécessaire pour ne pas subir l'informatisation dans son travail.

Les droits des salariés (le droit belge mais une adaptation française semble absolument nécessaire), tous les acquis des travaux de l'ADI sur le cahier des charges, d'Andreu Solé sur les méthodes participatives, du guide ACTIF de Geste sur l'organisation et la formation,

sont mis de façon claire à la portée de tous. L'apport le plus décisif de ce « Guide » est la méthode d'analyse qui est proposée au dernier chapitre pour traiter toutes les informations recueillies. En effet, depuis les lois Auroux, quels sont les militants syndicalistes qui arrivent encore à se retrouver dans la masse d'informations qui leur sont communiquées lors des séances de comité d'entreprise ou à l'occasion d'expertises ! Avec une matrice très simple : pôle technologique, pôle économique, pôle travail ; Gérard Valenduc et Luc Moens donnent une grille de lecture des choix stratégiques de l'entreprise, de la politique de l'emploi, des choix organisa-

tionnels et puisqu'il y a choix, il y a aussi possibilité d'intervention sur la stratégie, sur l'emploi, sur l'organisation. Le guide se conclut par l'application de cette méthode au secteur bancaire.

Bref, 140 pages lumineuses pour lutter contre la passivité, sans aucune concession à l'air du temps. Une clarification indispensable pour intervenir dans l'entreprise sur l'informatisation.

## Les nouvelles technologies vues par les salariés

En Suisse romande, un regroupement de syndicats, en collaboration avec une équipe de sociologues (le GRISOC), vient de mener une enquête sur la perception des nouvelles technologies par les salariés. Cette enquête a abouti à la publication d'une brochure originale : « *Les nouvelles technologies vues par les travailleurs* » (4). Cinq cent salariés ont participé à cette enquête, le groupe de travail syndical a dépouillé les questionnaires, analysé les résultats, formulé des propositions.

Les réactions des salariés de Suisse romande face aux nouvelles technologies sont assez nuancées. On peut caractériser leurs réponses par le couple « *résignation/lucidité* ». 90% d'entre eux jugent les nouvelles technologies inévitables. 80% estiment qu'elles sont un outil nécessaire pour maintenir la compétitivité des entreprises, 80% également, les considèrent comme un progrès technique nécessaire.

Par contre, ils ne croient pas qu'elles permettront de surmonter la crise. Ainsi, 70% pensent qu'elles suppriment des emplois.

Ce pessimisme est renforcé lorsqu'on les interroge sur les conséquences de la mutation technique ; 50% estiment que les nouvelles techniques augmentent le pouvoir des patrons. Ils ne sont que 10% à penser qu'elles augmentent le pouvoir des travailleurs. 40% contre 30% jugent qu'elles augmentent les inégalités sociales et les deux tiers indiquent qu'elles ne permettent pas une réelle démocratisation de la société.

Pour les travailleurs qui utilisent déjà les nouvelles technologies, 60% pensent que, désormais, leur travail comporte plus de réflexion, 40% que

leur travail comporte plus de responsabilités ; 45% estiment que le travail devient plus maîtrisable. Par contre, 40% estiment que le contrôle de la quantité de travail augmente ; 50% que les cadences augmentent ; 45% que la tension nerveuse augmente.

Le chapitre le plus révélateur concerne la manière dont les nouvelles technologies se mettent en place sans les travailleurs. Ce n'est que très marginalement que les travailleurs sont informés, consultés, formés avant l'introduction d'un projet portant sur les nouvelles technologies.

## Une stratégie : l'obligation de négocier

Pour les syndicats suisses, puisque la maîtrise des nouvelles technologies n'est pas, aujourd'hui, aux mains des travailleurs, le rôle du syndicat est triple :

- Combattre les nouvelles technologies qui sont développées contre l'intérêt des travailleurs, notamment celles qui visent à accroître le contrôle ou l'emprise du patronat sur les salariés.
- Défendre les salariés contre certains effets nocifs des technologies : fatigue nerveuse, cadences, conditions de travail dégradées.
- Conquérir un pouvoir réel sur les choix technologiques.

La pratique des conventions collectives doit être vue dans cette perspective et notamment dans la priorité donnée à l'homme sur la machine ; en particulier à propos du débat sur la flexibilité et dans la lutte contre toutes les formes d'inégalité que peuvent introduire et renforcer les nouvelles technologies (hiérarchisation des fonctions, précarisation des statuts).

Pour mettre en œuvre ces orientations, les syndicats suisses demandent que soit établie, une fois pour toutes, l'obligation de négocier sur les choix technologiques. Ils suggèrent que la négociation porte autant sur l'aspect économique (répartition des gains de productivité) que sur l'aspect social (conditions et organisation du travail). Parmi les nombreuses revendications avancées dans ce dossier, outre l'exigence d'un quota d'heures destiné à la formation

(5% des heures travaillées), retenons le droit de demander une expérimentation du système proposé dont les résultats seraient évalués de manière contradictoire.

A propos d'informatique, de Bruxelles et de Genève nous viennent deux leçons de pratique syndicale.

ERIC BRAINE

(1) Préface à « *Les dégâts du progrès* », Le Seuil, 1977.

(2) Extrait de la brochure « *A fond l'avenir* », CFTD magazine, n° 86 bis.

(3) Le guide des informatisés, Gérard Valenduc et Luc Moens, Fondation Travail-Université, CIHCO éditeur, Louvain la neuve, 1986.

(4) Les nouvelles technologies vues par les travailleurs, CRT, Case 141, 1211 Genève, Suisse.